

Algérie

Des élections locales marquées du sceau de la régression

- Des scrutins communaux et régionaux ont eu lieu jeudi, sans autre enjeu que le maintien du FLN, le parti dominant.
- La fraude étant endémique, la participation n'a pas atteint 20 %.
- Le cercle présidentiel s'accroche à ses privilèges qui perdurent tant que le président Bouteflika est en place.

Arezki Aït-Larbi
Correspondant à Alger

Les Algériens ont voté ce jeudi pour élire les 1548 Assemblées populaires communales (municipalités) et les 48 assemblées de wilaya (Conseils régionaux) pour un nouveau mandat de cinq ans. Au fil des scrutins, les élections ont perdu toute crédibilité en raison d'une fraude endémique. Dernière preuve publiée sur les réseaux sociaux, un chef de daïra (sous-préfet) de province a envoyé une instruction aux présidents des bureaux de vote pour leur ordonner "d'utiliser tous les moyens pour faire gagner le FLN" (Front de libération nationale, majoritaire). Conséquence: à cha-

que consultation, l'abstention bat de nouveaux records. Ce jeudi, à 14 heures, le taux de participation n'a pas atteint les 20 %.

Au-delà des inévitables listes "originales" aux programmes souvent farfelus, la campagne de novembre 2017 a révélé de nouveaux territoires conquis par l'intégrisme islamiste. Alors que la loi impose un quota de 30 % de femmes, les partis islamo-conservateurs ont tenu à marquer leur différence en invoquant le "respect des traditions et des valeurs religieuses de la société algérienne".

Sur leurs affiches électorales, les visages des candidates sont cachés, floutés, et parfois carrément gommés ! Dans une commune de province, l'on a eu la surprise de voir une femme mener la liste d'un parti islamiste présumé "modéré"; les réseaux sociaux ont révélé que la photo de son affiche électorale était celle de son mari, sans barbe ni moustache, mais portant le foulard islamique!

La régression en marche

Au-delà de l'anecdote, ces faits révèlent la régression en marche de la société, dans laquelle même les partis de l'opposition démocratique ont fini par perdre leur âme.

Comme le Front des forces socialistes, créé dans la clandestinité, en 1963, pour s'opposer à la dictature du président Ben Bella, soutenu par l'armée de Boumediene. Moins de deux années après le décès, en décembre 2015, de son leader historique, Hocine Aït-Ahmed, le FFS a cédé au climat ambiant, en gommant les visages des candidates dans certaines localités. Son con-

current, le Rassemblement pour la culture et la démocratie n'est pas en reste; réputé jadis pour son laïcisme militant, il a intégré des femmes voilées dans ses listes.

Accusé d'assassinat en France, candidat en Algérie

La palme de la provocation revient sans doute au Rassemblement national démocratique (RND, du Premier ministre Ahmed Ouyahia). Parmi les chefs de file chargés de mener la bataille électorale, figure un individu sulfureux, qui a défrayé la chronique il y a 30 ans : Abdelmalek Amellou. Cet ancien proxénète, homme de main notoire de la Sécurité militaire (police politique) était accusé par la justice française d'avoir assassiné, le 7 avril 1987, l'avocat franco-algérien André Mécili, grande figure de l'opposition en exil. La veille de son audition par un juge d'instruction, le suspect a été expulsé "en urgence absolue" vers Alger par Charles Pasqua, alors ministre français de l'Intérieur.

Trente ans plus tard, Abdelmalek Amellou continue de jouir d'une troublante impunité. Devenu notable politique du RND, sa liste a été finalement invalidée par l'administration suite aux protestations d'un député; mais ses partisans ont menacé de perturber le scrutin, y compris par la violence.

Au-delà de la forfaiture d'un parti de la majorité présidentielle qui l'a parrainée, la candidature d'Abdelmalek Amellou est révélatrice du climat de décomposition d'un régime arrogant, prêt à toutes les manœuvres pour se maintenir au pouvoir.

Dans le pays profond, la colère gronde, même si, pour l'instant, elle n'a pas encore débordé dans la rue. Pour nombre d'observateurs, la succession du président Bouteflika, dont le 4^e mandat expire en avril 2019, risque de plonger le pays dans le chaos.

La maladie du président Abdelaziz Bouteflika a pris le pays en otage et, pourtant, il pourrait rempiler

Coulé sur un fauteuil roulant par un AVC depuis 2013, le tonitruant tribun qui haranguait les foules pour prêcher la réconciliation nationale n'est plus que l'ombre de lui-même. Au lieu de passer la main et d'assurer la stabilité d'un pays au bord de la rébellion permanente, le président algérien ne veut pas lâcher le pouvoir avant de rendre l'âme.

Pour le cercle présidentiel, composé du clan familial, de solidarités régionales et de puissants oligarques qui s'agrippent au pouvoir, le fantôme du président est une assurance-vie qui leur permet de jouir encore des privilèges, sans rendre de comptes sur les scandales gigognes qui les ont éclaboussés.

Comme l'affaire Khalifa, qui a vu des ministres à genoux devant le "golden boy" du début des années 2000 avant sa chute; ou l'affaire Sonatrach, la puissante compagnie pétrolière, pompe à fric de la nomenklatura.

Où sont passés les 1 000 milliards de dollars ?

Avec le temps des vaches maigres, les Algériens, appelés à serrer la ceinture, s'interrogent sur la destination des 1 000 milliards de dollars des revenus pétroliers engrangés pendant deux décennies.

Si la crise du logement s'est considérablement atténuée, et les transports en commun renforcés par le métro d'Alger, et le tramway dans plusieurs villes de province, une partie du trésor a servi à acheter la paix sociale en accordant des prêts bancaires jamais remboursés; une autre part a permis d'arroser les clientèles du régime à travers des projets pharaoniques. Comme l'auto-route Est/Ouest, dont le coût est passé de 11 à 17 milliards de dollars et dont Amar Ghoul, le ministre islamiste chargé du projet, est exfiltré du dossier et nommé sénateur pour le mettre à l'abri des

poursuites judiciaires. Ou la Grande mosquée d'Alger, en voie de finition, dont le coût a dépassé le milliard de dollars.

Bouteflika, président à vie

A moins de deux années de la fin du mandat présidentiel, on s'interroge sur les modalités de la succession. Evoquée d'abord timidement dans les salons algérois où l'on conspire, l'hypothèse de voir le président Bouteflika briguer un cinquième mandat en 2019 est désormais dans le débat public.

Les marques d'allégeance se succèdent. Après les insinuations sibyllines de Djamel Ould Abbas, secrétaire général du FLN (majoritaire), c'est le Premier ministre Ahmed Ouyahia, auquel on prête pourtant des ambitions présidentielles, qui a réaffirmé son soutien à Abdelaziz Bouteflika, "s'il vou-

lait briguer un cinquième mandat". Alors que l'on s'interroge encore sur l'état de santé du président, absent des radars depuis des semaines et dont la rumeur a annoncé plusieurs fois le décès, Farouk Ksentini, avocat et ex-président de la Commission officielle des droits de l'homme a tenu à rassurer ses partisans. Samedi dernier, ce proche du cercle présidentiel a affirmé avoir rencontré le chef de l'Etat pendant une heure, et que ce dernier lui a fait part de sa volonté de rempiler en 2019 ! L'avocat conclut : "Nous le soutenons bien

sûr." Dès le lendemain, un communiqué de la Présidence a démenti les propos de l'avocat, qualifiés "d'affabulations".

A.A.-L., à Alger